

À gauche, vote de classe modéré ; à droite, vote de classe radical

Jean-Marie Harribey

12 juin 2012

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2012/06/12/a-gauche-vote-de-classe-moder-a-droite-vote-de-classe-radical>

Les situations politique et économique se ressemblent. La semaine dernière, le directeur du Centre d'études et connaissances sur l'opinion publique, Jérôme Jaffré, expliquait dans *Le Monde* du 5 juin 2012 « ce que signifie le vote du 6 mai ». Ce vote a été marqué par une corrélation très forte entre le niveau de revenu bas ou moyen et le vote à gauche, et par une corrélation également très forte entre le niveau de revenu élevé et le vote à droite. L'auteur appelle ce phénomène « vote de portefeuille ». C'est un euphémisme pour indiquer un vote de classe. D'une certaine manière, c'est rassurant. Ce qui l'est peut-être moins, c'est la radicalité différente de l'un et de l'autre. Le choix de classe de droite est bien plus radical que le choix de classe de gauche. Cela se vérifie dans le domaine politique et aussi dans le domaine économique.

Sur le plan politique

Le premier tour de scrutin législatif du 10 juin le confirme. Le Parti socialiste obtient 34,4 % des voix, le Front de gauche 6,8 %, Europe-Écologie-Les-Verts 5,7 % et l'extrême gauche 1 %. La gauche totalise ainsi 47,9 %. À droite, on compte 50,4 %, se répartissant en 34,6 % pour l'UMP, 13,7 % pour le Front national et 2,1 % de divers. La gauche modérée (PS + EELV) représente donc 40,1 % et la gauche radicale 7,8 %. À droite, la frontière entre modérés et radicaux n'existe pas. De mon point de vue, elle n'a jamais existé. Dans les années 1930, la droite préférait Hitler au Front populaire. Aujourd'hui, le quinquennat de Sarkozy et sa campagne en 2012 ont dissipé les illusions sur cette frontière. Les déclarations des dirigeants de l'UMP au soir du 10 juin ne laissent aucun doute : le mot d'ordre du « ni Front républicain, ni Front national » dans la bouche des Guéant, Copé et Juppé signifie qu'ils mettent un signe égal entre la gauche et l'extrême droite, au motif que le PS obtient le soutien du Front de gauche. Belle entourloupe facilitée par le discours incessant des médias sur « les » extrêmes » ou « les » populismes. Comme si le discours et les propositions du Front de gauche, bien que radicaux, ne l'inscrivaient pas dans la sphère de la démocratie, de l'humanisme et de la solidarité avec tous les peuples, alors que ceux du Front national l'inscrivent, et de manière assumée par ses adeptes, aux antipodes sur chacun de ces plans.

Aux deux bords de l'échiquier politique, les enseignements sont assez clairs. Autant à droite l'électorat n'hésite pas quand ses intérêts semblent menacés à franchir une pseudo-frontière idéologique, autant à gauche une crise sociale gigantesque ne conduit pas l'électorat à choisir une politique de rupture et préfère nettement faire confiance à ceux dont la politique passée est en partie responsable des conditions ayant mené à la crise : notamment l'acceptation de la financiarisation de l'économie et l'approbation de la construction néolibérale de l'Union européenne. D'où une grande similitude avec ce qu'il se passe sur le plan économique.

Sur le plan économique

L'Union européenne vient de décider d'accorder 100 milliards d'euros de prêt pour refinancer les banques espagnoles. Le mécanisme sollicité sera le Fonds européen de stabilité

financière (FESF), qui est encore en service avant l'entrée en scène du Mécanisme européen de stabilité (MES). Depuis l'aggravation de la crise en Europe, c'est-à-dire depuis deux ans, plus de 500 milliards ont été mobilisés dans des plans qualifiés d'« aides » : 240 milliards pour la Grèce, 85 pour l'Irlande, 78 pour le Portugal et maintenant 100 pour l'Espagne. On le sait, les trois premiers plans, surtout pour la Grèce, représentaient une mise sous tutelle de l'économie et de la société de ces pays par la mise en place d'une austérité draconienne imposée aux peuples, pendant que la dérégulation du marché du travail était systématiquement organisée.

Mais il faut rappeler que, par exemple, les 130 milliards décidés en mars dernier en faveur de la Grèce consistaient à entourer la conversion de 85,8 % de la valeur des obligations de droit grec détenues par les banques grecques ou étrangères contre de nouveaux titres à 50 % de la valeur nominale des anciens qu'elles n'auraient pu, de toute façon, négocier sur le marché qu'à hauteur de 10 ou 20 %. Et ces nouveaux titres ont été émis sous la loi britannique afin d'éviter qu'un futur gouvernement grec puisse toucher à la dette. Au total, l'aide apportée fut surtout destinée aux banques que l'on a tirées ainsi d'un mauvais pas, beaucoup plus qu'à l'État lui-même, tandis que le pays plonge dans le chaos économique, social et politique. Et, un bonheur n'arrive jamais seul : les banques étrangères ayant des filiales en Grèce pourront accéder à la liquidité offerte par la BCE en cas de retraits de dépôts trop importants.

Et, en ce matin du 11 juin, au réveil, on apprend que l'aide à l'Espagne ne sera pas une aide à l'État espagnol car il a déjà réalisé les « réformes structurelles » attendues pour éviter la mise sous tutelle, mais une aide directe aux banques, sous le paravent du Fonds public espagnol de soutien au secteur bancaire. Au moins, on ne s'embarrasse plus de nuances. L'agent public européen refinancera les banques. Car il faut se souvenir que le FESF, tout comme bientôt le MES, n'a pas un euro en caisse. Il n'a que des garanties apportées par les États qui... doivent emprunter sur les marchés financiers lorsque la sonnette d'alarme est tirée. Faute d'avoir sous la main une banque centrale obéissant à la démocratie pour leur servir de prêteur en dernier ressort. Donc, 500 milliards empruntés par les États pour venir en aide à des États rendus exsangues par les marchés financiers, c'est-à-dire par les banques. François Chesnais a raison de sous-titrer son dernier livre, à mettre entre toutes les mains, « Quand les banques font main basse sur les politiques publiques »¹. 500 milliards auxquels, pour faire bonne mesure, on doit ajouter les 1000 milliards de prêts accordés en six mois par la BCE aux banques, au taux de 1 % pour trois ans.

Tout cela prouve une fois de plus que la crise n'en finit pas de rebondir parce que, d'une part, les conséquences de la spéculation immobilière ne sont pas soldées, en particulier en Espagne. La seule banque espagnole Bankia détiendrait 176 milliards d'actifs toxiques. L'ensemble des banques espagnoles seraient engagées dans l'immobilier à hauteur de 307 milliards. Ailleurs, ce n'est guère plus brillant : Dexia qui s'était déjà délestée de 73 milliards d'actifs douteux fin 2011, détiendrait encore plus de 100 milliards d'actifs toxiques, hérités de la période où elle s'était lancée dans une politique délirante de placements spéculatifs. D'autre part, la crise s'approfondit parce qu'elle n'est pas une addition de crises nationales qui éclateraient par hasard au même moment, mais elle est une crise du capitalisme qui met ce système au pied du mur : le mur de l'exploitation de la force de travail car il y a un seuil à ne pas dépasser sous peine de crise sociale et de surproduction économique, et le mur infranchissable des ressources naturelles.

Le durcissement des politiques économiques imposées par la Troïka rejoint donc la radicalisation idéologique des dirigeants politiques de droite.

¹ François Chesnais, *Les dettes illégitimes, Quand les banques font main basse sur les politiques publiques*, Paris, Raisons d'agir, 2011.

Économie et politique

Il est probable que la gauche gouvernementale française obtienne le 17 juin une majorité à l'Assemblée nationale, et cela dans une situation de conflit de classe avéré. Mais c'est un conflit radicalisé pour les tenants de l'ordre capitaliste qui s'expriment ouvertement pour un virage autoritaire sur le plan politique et sur le plan économique. Les appels en faveur d'un fédéralisme budgétaire, en appliquant à la lettre le futur Pacte budgétaire, ne doivent pas tromper : la seule coopération admise sera celle qui éliminera toute atteinte aux prérogatives du marché et aux privilèges des riches et qui au contraire s'acharnera à déréguler davantage le marché du travail. C'est la raison pour laquelle, si François Hollande obtient la majorité qu'il souhaite, sa seule chance de réussite réside dans un sursaut de détermination face à la radicalité de l'adversaire. Sans quoi rassurer les marchés financiers conduira à l'échec économique mais aussi politique car la droite consanguine avec l'extrême droite attendra avec gourmandise le retour de son heure. Alors, la réforme fiscale, la séparation des banques, la création d'un vrai secteur public bancaire, la rénovation des services publics, la protection sociale et une bifurcation écologique auront-elles une réelle priorité par rapport à un appendice sur la croissance ajouté au Pacte budgétaire ? En raison même de sa totale domination à l'intérieur de la gauche, le PS n'aura aucune excuse si ces transformations n'ont pas lieu, car si l'électorat populaire lui accorde un crédit, c'est plus par son aptitude à accéder au pouvoir que par adhésion au projet de rassurer les marchés.